Document generated on 04/15/2025 9:06 p.m.

Nouveaux Cahiers du socialisme

Un fragile « printemps » municipal en Turquie

Bengi Akbulut

Number 22, Fall 2019

URI: https://id.erudit.org/iderudit/91549ac

See table of contents

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)
1918-4670 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Akbulut, B. (2019). Un fragile « printemps » municipal en Turquie. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (22), 216–219.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Un fragile « printemps » municipal en Turquie

Bengi Akbulut[1]
Professeure au département de géographie de l'Université Concordia

Des élections municipales ont eu lieu en Turquie le 31 mars 2019. Les résultats ont surpris tout le monde, car après des années de domination sans partage de la politique municipale, le parti de la Justice et du développement (AKP en turc), le parti d'Erdoğan, a perdu dans les grands centres métropolitains tels qu'Istanbul et Ankara, et plus encore, dans plusieurs autres villes de l'intérieur. L'omnipuissant président Recep Tayyip Erdoğan a alors cherché depuis à faire annuler le vote en réclamant un recomptage, notamment à Istanbul où le Parti républicain (CHP en turc), d'orientation laïque et social-démocrate l'a remporté[2].

1 La traduction est de Pierre Beaudet.

2 Le 23 juin dernier, l'élection a été reprise dans la métropole de la Turquie, Istanbul, le président Recep Tayyip Erdoğan ayant exigé un nouveau scrutin. Finalement, cette tactique s'est retournée contre lui, puisque le candidat de l'opposition Ekrem Imamoglu du Parti républicain du peuple (CHP en turc) a remporté une victoire éclatante (54 % des suffrages). Perçu par tout le monde comme un enjeu politique de grande envergure, au-delà de l'élection municipale comme telle, ce développement place le régime autoritaire d'Erdoğan sur la sellette. Le CHP, pour sa part, aura plusieurs défis, ayant été associé pendant plusieurs années au pouvoir centralisateur de cet État à la main de fer. Ses positions sur divers dossiers chauds, notamment la question kurde, se sont situées sur un terrain glissant. De nombreuses ambiguïtés subsistent également sur les questions sociales et économiques pour un parti qui, tout en se réclamant de l' « Internationale socialiste », a défendu des politiques austéritaires et est resté un partisan engagé de l'OTAN. La victoire du CHP est attribuable en grande partie à l'abstention tactique du Parti démocratique des peuples (HDP), enraciné dans les communautés kurdes à l'est du pays, également à Istanbul (où 20 % de la population est kurde). (NdR)

Amère défaite pour Erdoğan

Recep Tayyip Erdoğan a justement amorcé son aventure politique en emportant la mairie de la région métropolitaine d'Istanbul en 1994. Pendant les années de son règne, il a procédé à une réorganisation en profondeur des affaires municipales. Les municipalités ont vu leur rôle économique et juridique élargi ; elles peuvent créer des entreprises jouissant d'une flexibilité et d'une autonomie financières sans précédent. Du coup, les municipalités sont devenues des entremetteurs importants pour de vastes projets d'infrastructures urbaines. Une partie substantielle de l'élite économique est devenue très liée à l'AKP. Leurs entreprises se sont investies dans cette partie de la société civile associée au président. En ne disposant plus du contrôle sur les municipalités, Erdoğan et son parti risquent de voir s'éroder les bases économiques et politiques de leur hégémonie.

L'intervention des Kurdes

Le CHP a remporté une importante victoire dans les grandes villes[3], mais une observation attentive des faits démontre que cette percée a été en bonne partie causée par le mouvement kurde. C'est le Parti démocratique des peuples (HDP en turc) qui a fait basculer la situation[4]. En effet, le HDP a décidé tactiquement de ne pas présenter de candidats ou candidates dans la plupart des villes de l'ouest du pays (les Kurdes se retrouvent majoritairement dans l'est de la Turquie). Plus encore, il a appelé son électorat à soutenir le CHP dans ces villes, y compris les métropoles comme Ankara et Istanbul. Quelques jours avant les élections, Selahattin Demirtaş, un ancien dirigeant du HDP, emprisonné depuis 2016 avec 10 autres élus de son parti, a encouragé les électeurs et les électrices kurdes à ne pas boycotter les élections, ce qui était la tendance dans le passé. Traditionnellement, les Kurdes restaient peu influencés par le CHP qui est allé jusqu'à appuyer le gouvernement de l'AKP dans une loi infâme qui a levé l'immunité parlementaire des élus kurdes, d'où l'emprisonnement de plusieurs leaders dont Demirtaş. Il est vrai que le CHP s'est toujours montré un parti loyal à l'État turc, y compris en demeurant favorable aux politiques niant aux Kurdes leurs droits nationaux fondamentaux. Passant par-dessus cela, les partisans du HDP ont voté « utile », ce qui a permis la victoire du CHP dans les grandes villes où habite maintenant une importante minorité kurde[5].

3 À l'échelle nationale, le CHP a remporté 30 % des voix contre 45 % pour l'AKP, largement majoritaire dans les petites et moyennes villes.

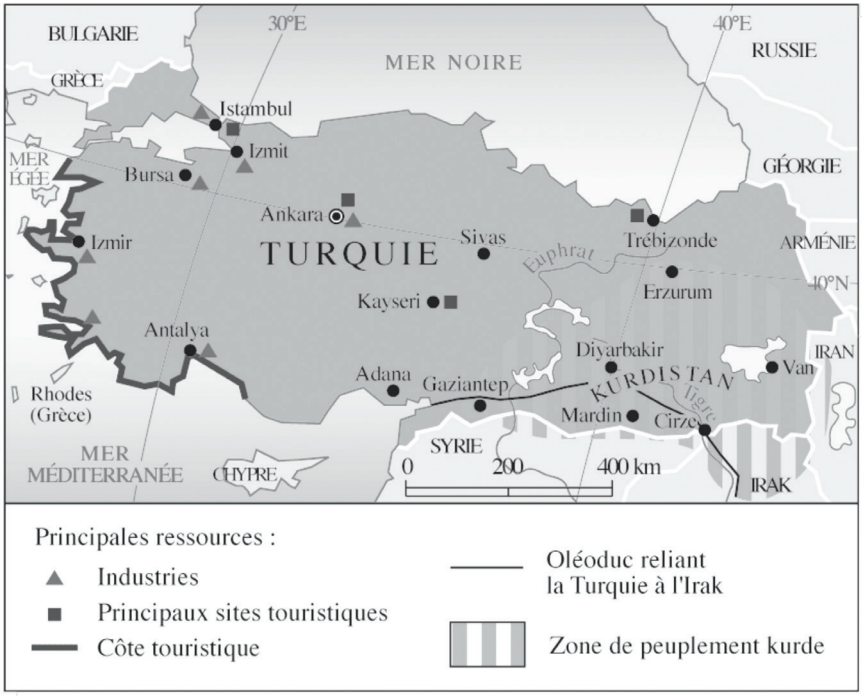
4 Fondé en 2013, le HDP fédère plusieurs partis de gauche et s'inscrit dans la tradition du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a mené la lutte armée pendant plusieurs années. Lors des dernières élections nationales, le HDP est devenu le troisième parti en importance, après l'AKP et le CHP, avec près de 12 % du vote.

5 La population kurde de Turquie compte plus de 10 millions de personnes, soit 14 % de la population totale du pays. D'importantes minorités kurdes sont également localisées en Irak, en Iran et en Syrie.

La percée du HDP

Outre le rôle décisif joué par les votes kurdes dans les villes de l'ouest, le HDP a reconquis une grande partie de ses bastions dans le Kurdistan. En 2014, les Kurdes qui s'étaient présentés au nom du Parti de la paix et de la démocratie (DBP en turc) avaient remporté presque toutes les municipalités, mais dans les années subséquentes, le gouvernement central a interdit le parti et imposé un contrôle direct sur les municipalités en question. Presque tous les maires de province (et nombre de maires de district) ont été licenciés, emprisonnés et remplacés par des administrateurs nommés par l'administration centrale de l'AKP en 2015-2016. Toutefois en témoigne le résultat des élections de mars, les partis kurdes n'ont pas perdu leur base.

Il faut dire qu'ils avaient réussi, avant leur démantèlement, à faire évoluer la société dans le sens de l'autonomie et de la démocratie. Les municipalités sous l'influence du DBP/HDP se sont investies dans l'élargissement des droits des femmes, la mise en place de formes autonomes de gouvernance démocratique, le respect de la pluralité des groupes et des identités ethniques et la reconnaissance de tout être vivant non humain en tant que patrimoine commun des êtres humains et non humains.



Carte publiée dans Le Monde diplomatique

Concrètement, les municipalités kurdes ont imposé la parité hommes-femmes au niveau des mairies et imposé des quotas de femmes aux différents niveaux de l'administration municipale. On a également créé un réseau de centres pour femmes pour constituer une base à leur autonomisation économique et sociale. D'autres politiques publiques innovatrices ont ciblé les populations démunies. Des municipalités kurdes ont joué un rôle déterminant dans les efforts de construction d'économies démocratiques locales. Des activités d'éducation et de réflexion ont permis à des populations dans plusieurs quartiers de participer à l'identification et à la sélection des priorités, incluant des projets dans le domaine culturel, de même que la construction d'infrastructures pour des marchés favorisant les producteurs et les productrices dans les régions concernées.

Un renouveau du municipalisme

Depuis leur victoire en mars dernier, les Kurdes entendent poursuivre dans cette voie. Dans la grande ville kurde d'Amed (Diyarbakir selon l'appellation turque), le HDP a proposé aux citoyens et citoyennes un contrat qui met l'accent sur une autonomie décentralisée et participative à travers les conseils et les assemblées de quartier, de district et de ville. Le contrat inclut également l'égalité entre les sexes dans la participation effective à la prise de décision, la planification et budgétisation participatives, la protection des droits de tous les êtres vivants qui partagent la ville et l'équité dans l'accès aux infrastructures urbaines telles que le logement, l'eau, l'énergie et les transports.

Certes, l'avenir de ces expériences municipales reste incertain. Les municipalités demeurent vulnérables devant le gouvernement central sur le plan financier et administratif. L'autonomie relative qu'elles prétendent avoir selon la Constitution est en fin de compte dépendante des rapports de force. D'ailleurs, l'AKP a promis de changer la loi pour limiter l'autorité des municipalités et transférer certains pouvoirs clés au gouvernement central. Si Erdoğan et l'AKP imposent leurs vues, les pratiques de municipalisme progressiste seront soumises à une rude pression, d'abord au Kurdistan où le parti HDP domine, mais aussi ailleurs en Turquie, dans certaines municipalités, notamment dans la province de Dersim (90 000 habitants), où des coalitions de gauche animées par le Parti communiste (TKP en turc) ont remporté les dernières élections, après avoir, depuis 2014, administré ces régions et amélioré le sort des populations grâce aux investissements municipaux en faveur des coopératives agricoles.